

## La « guéguerre des examens » divise l'école

Annuler les examens, une bonne ou mauvaise chose ? Les avis sont partagés, parfois musclés  
Didier Swysen

L'annonce de l'annulation des examens dans (une partie de) l'enseignement officiel a libéré une vraie tempête sur l'école. D'abord, parce qu'un enseignement officiel peut en cacher un autre et que tout le monde n'y est visiblement pas sur la même longueur d'onde. Ensuite, parce que certains parents, furieux de cette annonce, l'ont fait savoir à la direction de l'école de leurs enfants. Bref, dans cette « guéguerre des examens », chacun a sa vérité et tout le monde veut, en priorité, récupérer ces élèves qui ont « disparu des radars ».

Annuler les examens est-il une bonne ou une mauvaise chose ? Cela ne risque-t-il pas de creuser encore plus les inégalités ?

### Il y a officiel et... officiel

Nous avons posé la question à plusieurs acteurs majeurs de l'enseignement et il y a plus que des nuances entre eux. Dire que l'enseignement officiel annule les sessions d'examens, comme la nouvelle a tourné dans pas mal de médias, n'est pas correct. La décision prise lundi l'a été par Wallonie Bruxelles Enseignement. Mais dans l'officiel, il y a également l'officiel neutre subventionné qui regroupe les écoles dont les pouvoirs organisateurs sont les villes, communes ou provinces. Un réseau, chapeauté par le CPEONS, qui concerne un bon tiers des élèves (WBE en regroupe 15 %).

Et là, le discours sur la fin de l'année scolaire et les examens est sensiblement différent : « On a décidé de maintenir l'organisation de la fin de l'année pour permettre aux élèves de retrouver des habitudes après deux années bousculées : il y a un nombre important d'élèves en rupture scolaire », explique Roberto Galluccio, l'administrateur-délégué du CPEONS. « On a donc décidé de maintenir les examens, ce qui permettra de vérifier les compétences des élèves. Bien sûr que ces examens seront organisés différemment et seront allégés. »

Lisez qu'ils ne concerneront pas forcément tous les cours et se concentreront sur les fameux essentiels (la matière indispensable).

### Remédiation cet été

M. Galluccio regarde d'ailleurs avec intérêt l'opération que la Flandre relancera cet été et qui mobilise toutes les bonnes volontés pour organiser de la remédiation scolaire. « Cela a du sens et le CPEONS a proposé à la ministre Désir d'y réfléchir chez nous aussi. C'est important si on veut ramener les élèves dans une forme de normalité scolaire en septembre. »

Cela dit, il s'agit de recommandations du CPEONS à ses écoles, « mais à ma connaissance, la plupart les suivront et ne modifieront donc pas leur règlement général des études ». D'après nos infos, la Ville de Liège ne suivra pourtant pas le CPEONS...

En attendant, c'est l'effervescence dans les familles : « Il m'est déjà revenu des échos de parents furieux de l'annulation des examens, ainsi que d'élèves se sentant déjà en congé », précise M.

Galluccio qui s'inquiète pour les élèves quittant le secondaire et souhaitant poursuivre dans le supérieur où le rythme est plus soutenu.

Du côté de l'enseignement catholique, on répète que « renoncer à toute forme d'évaluation pendant un an n'est pas forcément une bonne solution. Mettre en œuvre des formes d'évaluation a du sens pour permettre à chacun de voir où il en est – élève comme enseignant – et entamer une nécessaire préparation de l'an prochain en ayant une bonne perception du niveau des connaissances et acquis des élèves. Nos trois maîtres mots sont : bienveillance, discernement, vu le contexte exceptionnel et confiance dans les équipes éducatives », dit le porte-parole du SeGec, Christian Carpentier.

### **WBE : « Aucun laxisme »**

Wallonie Bruxelles Enseignement, dont la décision a déclenché cette petite tempête, campe sur ses positions : « La suspension des épreuves sommatives a avant tout une visée pédagogique, pour se centrer sur les apprentissages plutôt que de perdre du temps dans les révisions. La qualité est visée ici plutôt que le chiffre, grâce à des évaluations diagnostiques qui permettront de donner une indication à l'élève sur son niveau de compétences et au conseil de classe d'affiner la remédiation prévue dès septembre (et non l'été). Nous voulons que les élèves se reposent cet été pour reprendre le plus sereinement possible à la rentrée (...) Quant aux inégalités, la crise les a clairement renforcées, par la fracture culturelle, sociale, numérique qu'elle a révélée. Il n'y a donc pas plus injuste que le régime des évaluations qui renvoie chaque élève à ces inégalités ».

WBE se défend de tout laxisme : « Il faut d'abord que les élèves se sentent bien, accueillis, respectés, pour qu'ils puissent bien apprendre. Il n'y a aucun laxisme comme certains le décrivent ».

### **Activités de bien-être**

Une vision partagée par la Ligue des Familles. « Bien sûr qu'il faut des évaluations pour repérer où en sont les élèves, mais on souhaite surtout une fin d'année plus respectueuse de la santé mentale des enfants complètement à bout et dont le retour en présentiel ne peut s'accompagner de la pression d'examens, comme si on leur disait : 'maintenant, vous allez vraiment vous remettre à travailler' », explique Maxime Michiels. « La priorité, c'est donner cours et prévoir des activités de bien-être. Les urgences pédopsychiatriques sont saturées par des enfants qui souffrent de décrochage scolaire et de désocialisation ».

## **La priorité : récupérer les élèves**

Pour Jean Hindriks, les examens sont utiles

D.SW.

« Évaluer, c'est aujourd'hui tout à fait indispensable pour savoir qui a décroché ou pas. »

Professeur d'économie à l'UCLouvain, Jean Hindriks est un spécialiste des questions d'enseignement. Ce débat autour de l'annulation des examens lui fait froncer les sourcils. « Les inégalités se sont encore plus fortement creusées depuis le début de la crise sanitaire », dit-il. « Une étude flamande a montré que cela avait provoqué sept mois de retard dans les apprentissages. Donc, ce genre de

décision d'annuler les examens est, pour moi, de la complaisance mal placée qui va desservir les jeunes des milieux défavorisés. »

Laisser cela à la discrétion des écoles ne lui plaît pas plus : « Chacun va faire comme il le souhaite ; les exigences seront différentes selon les écoles, certains vont travailler à l'aveugle, alors que des examens permettront de voir les lacunes. Ce n'est pas une question de faire redoubler les élèves ou pas, je dirais qu'à la limite on s'en fiche ou en tout cas, ce n'est pas la priorité. La priorité, c'est d'identifier les lacunes et de récupérer ces élèves qui sont, massivement, en décrochage. Si on ne les récupère pas maintenant, on va les perdre pour longtemps. »

### À l'école, en été

Il est donc tout à fait favorable à un projet comme celui des « zomerscholen » en Flandre, où dix millions d'euros sont prévus, cet été, pour les écoles qui les organisent. Le tout se fait sur base volontaire et des entrepreneurs ainsi que des ministres, celui de l'Enseignement, Ben Weyts (N-VA) en tête, ont déjà dit se porter volontaires pour aller y donner cours.

« Il faut absolument mettre en place de la remédiation cet été », explique Jean Hindriks. « Récupérer les élèves et les remettre à flot, je trouve que c'est un beau projet commun et rassembleur. »

### 49,6 % pour le maintien des examens

Que pensez-vous de la suppression des examens (hormis les épreuves certificatives du CEB, CE1D et CESS) en juin et en septembre pour les 127.000 élèves qui fréquentent l'enseignement officiel de la Fédération Wallonie-Bruxelles ? Nous vous avons posé la question dans un sondage publié en ligne sur notre site sudinfo.be.

Hier soir à 21h, vous étiez 49,6 % à estimer que les examens devaient être maintenus partout, contre 39,5 % à plaider pour une suppression totale des épreuves et 8,7 % prônant de laisser le choix à chaque école. Un peu moins de 2 % des internautes n'avaient pas d'avis à ce sujet. Près de 2.000 personnes se sont prononcées. Vous pouvez encore le faire ce mercredi en scannant le QR code ci-contre.

« C'était au Codeco de décider »

Yannick Hallet

Pédopsychiatre et chef de service de l'Unité pour adolescents au Centre hospitalier le Domaine, Sophie Maes n'est pas favorable au maintien des examens dans le primaire : « C'est une évaluation sur la manière dont la matière a été dispensée qu'il faut afin de pouvoir lancer des systèmes de remédiation et modifier les programmes de manière intelligente. Les examens, c'est la mise en place d'un système de sanction individuelle pour l'enfant. Il n'y a pas de raison qu'il le soit. Il n'est pas responsable de la situation actuelle ».

Une position qu'elle maintient encore plus fermement pour le secondaire : « L'enseignement s'y est fait en distanciel. On a enlevé aux élèves une partie de leurs capacités d'évoluer. Les adolescents

pensent en groupe. Nous, les adultes, nous avons comme perspective le vaccin, synonyme du retour à une vie normale. Pour les adolescents, la seule perspective offerte, ce sont des examens ».

Oui, mais le CESS valide la sortie du secondaire. N'y a-t-il pas lieu de le maintenir ? Sophie Maes n'est pas de cet avis : « En général, la 6 e ne fait que confirmer les acquis des précédentes années. Avec tout ce que nous avons traversé, les jeunes en ont retiré plus de maturité. Il est plus intéressant de mettre en place des outils pour clôturer leur parcours en secondaire et leur permettre de prendre confiance en eux ».

Des outils de quel type ? « Un bal de rhéto, par exemple. C'est un événement festif qui a du sens car il marque un rite de passage. De toute manière, ce n'était pas à la ministre de prendre la décision de supprimer les examens, mais au Codeco qui a décidé en bien d'autres matières. Le ministre de la Santé avait aussi son mot à dire car c'est une question de santé mentale. Nos jeunes vont mal. Ils souffrent sur le plan psychique. Plus de 50 % sont en décrochage scolaire ».